

Histoire

# USAGES DE L'HISTOIRE DANS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2022

Milan Sen

30/05/2022

**L'élection présidentielle, plus qu'une lutte partisane entre mesures techniques, est un terrain d'affrontement démocratique entre plusieurs visions politiques. Milan Sen revient pour la Fondation sur les usages et mésusages de l'histoire dans le temps présidentiel qui vient de s'écouler.**

Alors que l'élection présidentielle de 2022 vient de nous offrir son dénouement, l'heure est déjà à l'analyse. Le scrutin majeur de la V<sup>e</sup> République marque tous les cinq ans le débat public pendant de longs mois. Mais non contente d'écrire au temps présent une nouvelle page de l'histoire de France, l'élection présidentielle se permet en sus de rebattre les cartes du passé. Dans un pays dont l'identité nationale se veut plus politique que culturelle ou ethnique, la mise en récit de l'histoire occupe une place primordiale dans les discours des candidats.

## La place de l'histoire dans le débat politique en France

Avant de pénétrer au cœur de l'autopsie présidentielle, il faut d'abord répondre à une question *a priori* simple : pourquoi l'histoire revêt-elle une telle importance aux yeux des candidats à l'élection présidentielle française ? Ébauchée dans l'introduction, la réponse mérite d'être approfondie. Pour l'historien Patrick Weil<sup>1</sup>, l'histoire tient une place unique en France ; on peut même aller jusqu'à parler de « peuple historien ». La France est une des premières nations européennes à s'être définie autonome au sens propre, *autonomos* en grec, « qui se régit par ses propres lois », sous-entendu : sans Dieu. La Révolution française d'abord, qui introduisit la souveraineté nationale et populaire – *exit* le droit divin –, la III<sup>e</sup> République ensuite, qui laïcise l'école et l'État. « Je pense que le rapport à l'histoire [...] est lié à la nécessité de remplacer la religion », avance Patrick Weil. Délivrée de l'appartenance première au spirituel et donc à toute transcendance, le peuple français a dû se définir autour d'un nouveau référentiel : l'histoire. La fameuse conception de la nation française élaborée par Ernest Renan est inhérente à une sacralisation de l'histoire nationale. Qu'est-ce qu'une nation pour lui ? « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le

présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu *indivis*<sup>2</sup>. » La moitié de la conception française de la nation se trouve alors dans un passé commun, imaginé ou réel, entre différentes composantes d'un même pays. Alfred Grosser, politiste franco-allemand, relate d'ailleurs qu'en Allemagne l'on dit souvent, avec envie, que « les Français auraient un rapport inaltéré (*ungebrochenes Verhältnis*) à leur histoire<sup>3</sup> ». L'histoire alimente des passions et des récits différenciés, et des hommes aussi différents politiquement que Pierre Mendès France (« Nous sommes en 1788 »<sup>4</sup>) ou Pierre Poujade (qui réclame la convocation d'états généraux<sup>5</sup>) peuvent tous deux faire référence à la Révolution française pour légitimer leurs convictions présentes.

Dès lors, la politique, conçue comme l'art de gouverner la nation, passe aujourd'hui encore en France par une mise en récit tournée vers l'avenir, mais qui trouve ses racines dans le passé. Le proverbe quelque peu éculé « Il faut savoir d'où on vient pour savoir où l'on va » prend tout son sens dans la narration construite par les hommes politiques. Lorsqu'ils en appellent à l'histoire, les candidats « se légitiment, montrent qu'ils ont un projet construit car ils ont appris du passé », selon l'historienne Noëlline Castagnez<sup>6</sup>. Ces références à l'histoire mobilisent souvent des imaginaires collectifs, différenciés selon les affinités partisans. Parmi les usages et mésusages de discours historiques, la place de la mémoire est au demeurant plus importante que celle de la science historique à proprement parler. Lorsque deux candidats débattent, ce ne sont pas les sources historiques qu'ils mettent en balance, mais des récits mémoriels qui font écho aux affects des Françaises et des Français. « Des passions subsistent. Des clivages subsistent<sup>7</sup> », affirmait Alfred Grosser il y a quelques années. La campagne présidentielle de 2022 n'a pas dérogé à la règle ; c'est précisément cela dont nous allons tenter de rendre compte le plus fidèlement possible.

## **L'apparition d'un candidat pas comme les autres, symptôme d'un « passé qui ne passe pas »**

L'année 2022 marque l'acmé d'un « réinvestissement intense dans le national<sup>8</sup> », selon l'expression d'Anne-Marie Thiesse. Face à la dureté de la mondialisation fleurissent à vau-l'eau des craintes identitaires. L'historienne de rappeler alors la puissance affective de l'État-nation, lequel apparaît alors « comme refuge, protection, bastion de résistance aux forces hostiles ». Ce terreau identitaire a en partie fait le lit du succès de la candidature d'Éric Zemmour, polémiste connu autant pour ses positions extrémistes que pour ses livres d'histoire à succès. Il a certes achevé sa campagne sur un maigre score de 7%, loin des trois premiers candidats, mais il ne faut pas oublier qu'il était encore dans la bataille pour la qualification au second tour avant que la guerre russo-

ukrainienne ne vienne compromettre ses chances de succès. Sa candidature, et tout ce qu'elle charrie, ne doit pas, malgré son échec relatif, être exemptée d'analyse. Tant pour la mémoire politique qu'elle a portée que pour le rôle de l'histoire qu'elle a mis en avant.

Assurément, Éric Zemmour aura été – au grand dam des passionnés d'histoire – le candidat de la mise en récit du temps long. Qu'on le veuille ou non, il a obligé chacun à se positionner sur son narratif mémoriel. En premier lieu, son clip de campagne aux millions de vues cumulées – et, au passage, aux dizaines de violations du droit à l'image – donne à voir et à entendre une conception millénaire et immuable de l'histoire de France. Pâle copie de l'appel du 18 juin du général de Gaulle, le clip fait tout de même son effet – qu'il effraie ou provoque des frissons. La geste nationaliste dégagée par cette vidéo est un parfait exemple de ce que nous souhaitons expliquer ci-dessus, à savoir que les images d'Épinal réactivent des affects enracinés chez des millions de Français. Plus largement, il se sert lors de ses interventions médiatiques ou de ses meetings d'un narratif bien huilé pour se présenter comme le logique héritier d'une histoire de France monolithique – on pense notamment au meeting du Mont-Saint-Michel qui n'a heureusement pas rassemblé grand monde, mais où le candidat a exalté l'âme historique de la France. Ce récit national porte, chose que nous n'avions plus vue depuis des décennies, un imaginaire souvent antirépublicain : la Révolution française est presque perçue comme diabolique<sup>9</sup>, la colonisation comme bienfaitante<sup>10</sup> comme si nous étions encore sous Jules Ferry, l'innocence même du capitaine Dreyfus est mise en doute<sup>11</sup>. Même Marine Le Pen, pourtant candidate d'un parti historiquement classé à l'extrême droite, n'est jamais allée jusque-là. Mais ce qui va déclencher la polémique, c'est ce « passé qui ne passe pas », pour reprendre l'ingénieux titre d'un livre de Henry Rousso et Éric Conan<sup>12</sup>, c'est-à-dire la collaboration du régime de Vichy. Le discours zemmourien visait en effet à réhabiliter le maréchal Pétain et son gouvernement. Portant l'histoire au cœur du débat présidentiel, le révisionnisme zemmourien aura au moins forcé les historiens de métier à réagir avec leurs armes intellectuelles.

Notre objet ici n'est pas de (re)faire le procès d'Éric Zemmour – les tribunaux judiciaires l'ont déjà condamné à de nombreuses reprises –, mais de se féliciter de la réaction des universitaires face à une entreprise révisionniste. Pour donner quelques chiffres, près de dix émissions de France Culture ont été consacrées à sa vision de l'histoire entre octobre 2021 et février 2022. La chaîne de Radio France a même, dans l'émission « Le cours de l'histoire » présenté par Xavier Mauduit, choisi de faire une série spécialement dédiée à l'historiographie de Philippe Pétain. Dans le même temps, plusieurs ouvrages d'historiens sont parus pour contrer point par point les inepties zemmouriennes. L'on citera à titre d'exemple *La Falsification de l'histoire. Éric Zemmour, l'extrême droite, Vichy et les juifs* du spécialiste du régime de Vichy Laurent Joly<sup>13</sup>, également contributeur avec une dizaine d'historiens au tract Gallimard *Zemmour contre l'histoire*<sup>14</sup>, ou encore *Le Grand Détournement. Comment Zemmour falsifie l'histoire* de Pascal Brioist<sup>15</sup>. Laurent Joly, en sa qualité

de spécialiste de ladite période, est l'invité phare des plateaux télévisés et radiophoniques ; Ali Baddou le qualifie à ce titre « d'antidote » à Zemmour<sup>16</sup>. Ces prises de position d'historiens et d'historiennes durant le temps présidentiel ont été salutaires. Toutefois, la nature ayant horreur du vide, la déconstruction méthodique du roman national(iste) d'Éric Zemmour a laissé place aux mises en récit des autres candidats qui, s'ils ont moins convoqué l'histoire que le polémiste d'extrême droite, n'en ont pas moins porté haut leurs propres imaginaires historiques.

## Des mises en récit différenciées selon les candidats

Alexis Corbière a affirmé, en décembre 2021, que « faire des choix sur ce qu'on veut valoriser et transmettre de notre histoire, c'est une manière de se projeter dans le futur »<sup>17</sup>. L'on ne saurait mieux résumer l'importance de l'instrumentalisation de l'histoire en campagne présidentielle. Celle-ci a finalement vu, le 10 avril 2022, se former trois blocs : une gauche dont la principale force est radicale ; un centre libéral qui penche vers la droite et un bloc d'extrême droite. Chacun a porté, à des degrés différents, une mémoire politique propre à son mouvement. Il est aussi à noter qu'au sein de différents blocs l'appel à un même imaginaire historique a pu fracturer plusieurs lignes. Nous y reviendrons. Plus que jamais certainement, tant la société française est fracturée, le concert politique a vu chaque bloc jouer sa partition mémorielle. Le passé ne passe pas et, bien au contraire, il n'a jamais été plus présent à l'heure de crises multifactorielles. L'utilisation de discours historiques à l'extrême droite a largement été préemptée par Éric Zemmour. Sa concurrente, Marine Le Pen, se fait depuis dix ans discrète sur ses références à l'histoire, à l'exception de la mémoire nourrie de Jeanne d'Arc. Mais lors de cette campagne présidentielle, son référentiel mémoriel s'est limité aux grandes figures acceptées par l'ensemble du champ politique, notamment de Gaulle – elle a singé son fameux « l'Europe, l'Europe, l'Europe » lors du débat d'entre-deux-tours et promeut un usage gaullois de l'article 11 de la Constitution. Dédiabolisation oblige, la candidate du Rassemblement national ne peut pas se permettre de convoquer des figures honnies du récit républicain – Pétain et Maurras en tête. Elle dut se contenter de références lénifiantes. Dans son programme même, on ne trouve guère qu'une occurrence à l'enseignement de l'histoire (mais accompagné d'une même insistance sur le français ou les mathématiques), lequel devrait selon la candidate être approfondi. Le récit est bien plus fourni et riche chez ses deux principaux adversaires du premier tour, en premier lieu Jean-Luc Mélenchon.

Le candidat de l'Union populaire n'en est pas à son coup d'essai. Pour sa troisième campagne présidentielle, l'ancien ministre socialiste a une nouvelle fois fait sienne la formule qu'il avait jadis énoncée lors d'un entretien avec le média *Hérodote* : « Je ne crois pas qu'on puisse faire de l'action politique raisonnée si on ne connaît pas l'histoire de son pays »<sup>18</sup>. Dès septembre 2021, son choix d'accepter de débattre avec Éric Zemmour a défrayé la chronique, tant il paraissait « banaliser » la

personnalité du – presque – candidat d’extrême droite. Il n’est pas de notre ressort de juger ce choix ; il est en revanche intéressant de constater que ce qui a poussé les deux hommes à débattre, ce n’est pas tant leurs visions politiques opposées que, selon les dires d’Éric Zemmour, une passion pour l’histoire de France. « Nous sommes des gens qui aimons l’histoire, qui la connaissons », affirmait-il en introduction dudit débat. Visionné par près de cinq millions de Français, il s’est « révélé ourlé de références historiques, et même de citations d’historiens<sup>19</sup> », chose inimaginable avec d’autres candidats à la présidentielle. La journaliste Chloé Leprince va même jusqu’à écrire que « jamais sans doute n’avait-on assisté à une si ardente mobilisation du passé durant les débats politiques depuis l’invention du genre à la télévision en 1974<sup>20</sup> ». L’histoire nourrit, chez Mélenchon comme chez Zemmour, une compréhension différenciée du présent et *ipso facto* du politique. L’histoire sert chez Mélenchon de grille d’analyse de l’avenir. Dans son programme, on retrouve par exemple la volonté d’instaurer « le 4 février comme jour férié national en mémoire des victimes de l’esclavage et de leurs luttes<sup>21</sup> », manière de penser un universalisme historique qui ne s’édifie pas à l’aune des dominants (le décret du 4 février 1794 abolit l’esclavage dans toutes les colonies, mais cette abolition doit bien plus aux esclaves révoltés et inspirés par les idéaux de la Révolution française qu’à la magnanimité des révolutionnaires eux-mêmes). Aussi ne faut-il pas s’étonner de voir Jean-Luc Mélenchon convoquer le grand Jaurès alors que s’invite à nouveau, en Europe, le tragique de l’histoire. Cette séquence politico-médiatique est éclairante à plusieurs égards. Dans son discours du dimanche 6 mars 2022 à Lyon dans le quartier de Vaise, Mélenchon a salué le tribun socialiste sur fond de guerre en Ukraine et de débat sur l’envoi ou non d’armes aux Ukrainiens : « Jean Jaurès avait parfaitement pressenti pour son époque ce qui n’était pas compris par tout le monde, à savoir quelle boucherie allait être la Première Guerre mondiale »<sup>22</sup>. Et son équipe de poursuivre l’analogie historique, avec le député La France insoumise Éric Coquerel qui se risque à un pronostic assez osé puisqu’il affirme que « dans cinquante ans, on parlera de Jean-Luc Mélenchon comme on parle aujourd’hui de Jean Jaurès<sup>23</sup> ». Jean-Luc Mélenchon avait d’ailleurs, dès son élection en tant que député en 2017, demandé à siéger à la même place que la principale figure tutélaire de la gauche. Mais le candidat « insoumis » n’est pas le seul à s’en revendiquer, puisque sur fond de divergence quant à l’envoi d’armes en Ukraine, l’écologiste Yannick Jadot dénie à Mélenchon le droit de s’approprier Jaurès. Dès le 6 mars, il affirme sur Sud Radio<sup>24</sup> que « Mélenchon se prend pour Jaurès, mais Jaurès doit hurler dans sa tombe ». Il se livre également à une anaphore qui, disons-le, fait son effet : « Vous imaginez Jean Jaurès défendre les bombardements des populations civiles en Syrie ? Vous imaginez Jean Jaurès défendre l’assassinat des opposants politiques en Russie ? Vous imaginez Jean Jaurès défendre des crimes de guerre et se faire un immense écran de fumée en disant “paix, paix, paix” quand il s’agit d’abord de refuser des sanctions massives contre Vladimir Poutine, quand il s’agit ensuite de refuser d’armer la résistance ukrainienne ? » Chez Anne Hidalgo et Fabien Roussel également, les références à l’homme qui unifia les socialistes en 1905 sont légion<sup>25</sup>. Il s’avère intéressant de noter

qu'un événement nouveau, à savoir l'invasion russe de l'Ukraine, incline les candidats à la présidentielle à nourrir leur opinion politique d'une référence historique à 1914 qui n'a pourtant rien de commun avec la situation actuelle. Notons que la référence à Jaurès n'est désormais plus réservée à la gauche puisque le président de la République l'a cité à deux reprises après le premier tour<sup>26</sup>. Anachronisme de part et d'autre, dirait l'historien ; construction d'un imaginaire commun, répondrait le politique !

Après avoir étudié les imaginaires politiques que charrient les mémoires de la gauche et de l'extrême droite, il nous incombe désormais de rendre compte des usages de l'histoire dans la candidature d'Emmanuel Macron. Le 30 novembre 2021, alors qu'Éric Zemmour déclarait sa candidature au moyen d'un clip de campagne où se mêlaient chevaliers et ingénieurs du nucléaire dans une même communion d'esprit, Emmanuel Macron faisait entrer Joséphine Baker au Panthéon. Comme un miroir mémoriel, le président de la République a choisi d'enraciner sa candidature dans une histoire française, mais universaliste, qui ne définit pas la nationalité par la couleur de peau ou l'origine. « Deux France ? Non, deux histoires, deux récits, deux imageries, deux passés, deux lectures du passé conditionnant une vision de l'avenir<sup>27</sup> », avance Sylvain Fort, chargé des discours et de la mémoire du président en 2018 et 2019. Introniser Joséphine Baker dans le temple de la République, c'est faire montre d'une « certaine idée de la France<sup>28</sup> », différente de celle des candidats d'extrême droite. Emmanuel Macron use du « en même temps » en politique mémorielle. La commémoration des soixante ans des accords d'Évian, le 19 mars, laisse la place à plusieurs mémoires – un Français appelé, une indépendantiste, une pied-noir et un harki – qu'on pourrait penser *a priori* irréconciliables et inconciliables. C'est le pari pris par le candidat-président, dont le discours fut sobre et apaisé. On ne peut toutefois pas s'empêcher de noter que, durant tout son discours, le sujet de la colonisation est tout bonnement éludé. Commémorer l'indépendance de l'Algérie, mais en même temps éviter de parler d'un sujet qui pourrait détourner l'électorat de droite de lui une fois dans l'isolement. Notons par ailleurs que, dans son programme ou dans ses discours, l'histoire de France est bien plus présente que lors de sa précédente campagne. Lors de sa première élection présidentielle, le 21 février 2017, Emmanuel Macron annonçait qu'il « n'y [avait] pas une culture française ». Cinq ans plus tard, on peut lire dans son court programme que « nous sommes tous attachés à la culture française, à notre histoire, à notre art de vivre ». L'évolution est notable. Outre sa politique mémorielle nationale, son imaginaire européen et européiste ressort également de sa campagne présidentielle. Lors de son très attendu discours devant le Parlement européen pour présenter les priorités de la présidence française de l'Union européenne, Emmanuel Macron convoque évidemment la figure tutélaire de Robert Schuman, chose qui serait par exemple inconcevable chez Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon. À l'histoire de la France se superpose chez le président-candidat une mise en récit de la communauté européenne, laquelle n'a jamais été aussi mentionnée depuis François Mitterrand. Il n'y a d'ailleurs que dans les meetings du président

de la République que l'on trouve autant de drapeaux aux douze étoiles d'or que de drapeaux tricolores. Son européisme avait au préalable été attaqué de toutes parts lors de l'installation du drapeau européen sous l'Arc de triomphe. Voir flotter un étendard européen sur la tombe du soldat inconnu, voilà un symbole iconoclaste qui vint réactiver les mémoires de la Première Guerre mondiale, que plus personne n'a pourtant connue. Cet imaginaire européen, spécificité macronienne dans l'usage de l'histoire, a pris une singulière et inattendue dimension avec l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022. Dès lors, s'est construit un récit chargé d'histoire et porteur de mémoire sur le retour du tragique de l'histoire en Europe.

## La guerre en Ukraine ou le retour du tragique de l'histoire

Avant même que la Russie lance son invasion sur le sol ukrainien, les tensions avec son voisin ont animé la campagne présidentielle française, laquelle voyait alors fleurir des usages différenciés de l'histoire. C'est principalement autour de la question de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) que s'est joué un conflit mémoriel entre candidats. Alors que les troupes russes étaient massées à la frontière de l'Ukraine, plusieurs candidats appelaient à l'envi à se retirer du commandement intégré de l'OTAN ou de l'alliance même. Or, comment débattre du rapport de la France à l'organisation transatlantique sans penser au général de Gaulle ? Sa référence est, quel que soit le sujet, un incontournable de la présidentielle, mais encore plus à l'orée d'une possible guerre aux frontières de l'Europe. Jean-Luc Mélenchon indique dans son programme vouloir quitter dans un premier temps le commandement intégré de l'organisation transatlantique, puis l'organisation dans son ensemble. Éric Zemmour, lui, a exprimé son alignement sur la politique étrangère gaullienne (du moins la façon dont il la conçoit) dans l'émission « La France face à la guerre » du 14 mars 2022. Le candidat d'extrême droite juge que « le général de Gaulle nous a appris que la défense doit être nationale, que toute guerre doit être notre guerre et que nous ne devons pas dépendre des autres ». Marine Le Pen marche dans les pas de son concurrent : elle prévoit dans le volet « Défense » de son programme la sortie partielle de l'OTAN. Elle y avance que « le retrait de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN dès 2022 se justifie [...] par les mêmes raisons passées qui avaient poussé le général de Gaulle à s'en retirer ». La référence à l'homme du 18 juin permet ainsi d'inscrire une conviction programmatique – se retirer de l'organisation transatlantique – dans le sillage d'une grande figure française. Mais le contexte géopolitique voit son équilibre se bouleverser davantage dans la nuit du 24 février 2022.

Avec la guerre, le lexique de la guerre froide réapparaît. D'abord sous la plume des journalistes. Rien d'étonnant, tant l'histoire qui s'écrit appelle l'histoire passée. Dans une adresse aux Français, Emmanuel Macron déclare le jour même : « À ce retour brutal du tragique dans l'histoire, nous nous devons de répondre par des décisions historiques. » Mais à quoi renvoie précisément cette

expression, régulièrement utilisée depuis la déclaration de guerre par le président de la République, de « tragique de l'histoire » dont la paternité revient à Raymond Aron. Lors d'une rencontre avec Valéry Giscard d'Estaing en 1979 pour lui demander d'accueillir des *boat people* vietnamiens, l'intellectuel français s'abandonne aux caméras en indiquant qu'« ils ont oublié que l'histoire [était] tragique ». Dans un article pour *Philosophie Magazine*<sup>29</sup>, Octave Larmagnac-Matheron précise la portée du propos : « Chez Aron, la tragédie se démarque de son sens grec et théâtral originel – celui d'un destin conduisant inexorablement vers la mort. Il s'agit plutôt d'un déchirement de l'histoire qui n'a proprement aucun sens. » L'Europe, ou pour être plus précis l'Union européenne, semblait sortie de l'histoire dans ce qu'elle porte de contingent et de relation au rapport de force. Le régime du droit et du marché impose comme mantra le dialogue, le compromis, au risque parfois de compromissions nécessaires. La paix en Europe paraissait à certains comme définitivement acquise, mais c'était justement faire fi du « tragique » qui peut surgir à tout moment. Emmanuel Macron parle à ce titre d'un « tournant dans l'histoire de l'Europe et de notre pays<sup>30</sup> ». Le droit comme instrument de mise en ordre du monde trouve ses limites quand l'impérialisme russe se manifeste. Par l'histoire inédite qui s'écrit à Kyiv, Odessa ou dans le Donbass, c'est tout un référentiel pacifiste qui doit être réactualisé. Or, si « l'Europe, c'est la paix » depuis 1945, notre continent était avant cette date le théâtre des plus brutaux déchirements entre nations rivales. Dès lors, et indépendamment des usages de l'histoire différenciés entre les candidats, se fait jour un imaginaire historique spécifiquement français que tous les postulants à la présidence de la République partagent. Alors que Vladimir Poutine mène une guerre d'agression contre l'Ukraine, le candidat Emmanuel Macron déclare qu'elle est « le fruit d'un esprit de revanche, nourri d'une lecture révisionniste de l'histoire de l'Europe qui voudrait la renvoyer aux heures les plus sombres des Empires, des invasions, des exterminations<sup>31</sup> ». Face à une Ukraine pensée par l'historiographie poutinienne comme russe, la mise en récit du XX<sup>e</sup> siècle comme soulèvement des peuples pour leur souveraineté et la démocratie est mise en avant par Emmanuel Macron. Il conteste la vision révisionniste du président russe : « Cette guerre est encore moins, comme une propagande insoutenable voudrait le faire penser, une lutte contre le "nazisme"<sup>32</sup> ». Nazisme, Seconde Guerre mondiale, Empire tsariste, stalinisme, famines en Ukraine, tous ces thèmes reviennent avec force chez les politiques à mesure que s'inscrit dans la campagne le thème de la guerre en Ukraine. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Emmanuel Macron invite les dirigeants de l'Union européenne à Versailles les 10 et 11 mars 2022 dans la galerie des batailles !

## Conclusion

À une campagne électorale déjà marquée par le sceau de l'histoire, le retour du tragique est venu accentuer l'importance de l'imaginaire dans la mise en récit politique. S'il est contestable, au vu de l'apathie démocratique, que la France soit toujours la nation politique par excellence, on ne saurait

dénier l'importance de l'histoire dans la construction d'un imaginaire commun. Universaliste, la nation française ne se fonde pas sur une « race » (à l'inverse de ce qui peut se passer, encore de nos jours, dans plusieurs pays européens), mais sur un passé et un projet communs. Dès lors, il est indispensable pour les candidats de tout bord de rattacher les électeurs à un récit du temps long, lequel justifie au présent les opinions politiques de chacun. Si un électeur adhère à l'idée que la France et sa population sont immuables depuis mille ans, alors le programme d'Éric Zemmour peut lui convenir. Si un autre considère que le repli sur la nation et le nationalisme a toujours amené à la guerre, alors il n'est pas étonnant qu'il vote pour le programme d'Emmanuel Macron. Quant à celui qui voit l'histoire de France comme une sempiternelle lutte des classes, celui-là peut adhérer au programme de Jean-Luc Mélenchon. L'explication de vote ne se réduit pas à l'adhésion à une vision de l'histoire, ne serait-ce parce qu'une partie non négligeable de la population ne suit pas la campagne électorale, mais l'imaginaire en reste un maillon essentiel. L'on vote parfois plus pour une certaine idée (de l'histoire) de la France que pour un programme détaillé. À l'heure où le temps politique se poursuit avec les élections législatives prévues pour les 12 et 19 juin, l'importance accordée aux usages de l'histoire est encore présente. En hommes et femmes de gauche, l'on ne peut que s'enthousiasmer alors que, sur fond d'union, la mémoire du Front populaire est invoquée par tous les candidats de gauche. L'histoire n'a pas fini de s'écrire au présent.

1. Il avance cette théorie dans l'émission « La grâce matinale » du 31 mars 2022 sur l'écho du passé, sur Fréquence protestante.
2. Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Flammarion, 2011. Le texte de Renan est issu d'une conférence prononcée à la Sorbonne le 11 mars 1882.
3. Alfred Grosser, *Le Crime et la Mémoire*, Paris, Flammarion, 1991, p. 135.
4. Discours de Pierre Mendès France le 22 septembre 1953.
5. Meeting de Pierre Poujade à Melun en octobre 1955.
6. « Minute présidentielle ! », podcast *Comment les candidats à la présidentielle manipulent-ils l'histoire ?*, 6 avril 2022.
7. Alfred Grosser, *Le Crime et la Mémoire*, op. cit., 1991, p. 136.
8. Anne-Marie Thiesse, « L'Histoire de France en musée. Patrimoine collectif et stratégies politiques », *Raisons politiques*, vol. 37, n° 1, 2010, pp. 103-117.
9. « Éric Zemmour : "La Révolution n'est pas ce qu'on vous a dit !" », *Le Figaro*, 8 mai 2019.
10. Lors de l'émission « Outre-Mer 2022 », Éric Zemmour dit à un jeune amérindien de Guyane : « Mais, la différence entre vous et moi, c'est que je suis heureux de cette colonisation. »
11. Éric Zemmour explique lors de « Face à l'info », 15 octobre 2020, qu'au sujet de l'innocence de Dreyfus « on ne saura jamais » et que « ce n'est pas évident ».
12. Henry Rousso et Éric Conan, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.
13. Laurent Joly, *La Falsification de l'histoire. Éric Zemmour, l'extrême droite, Vichy et les juifs*, Paris, Grasset, 2022.
14. Collectif, *Zemmour contre l'histoire*, Paris, Gallimard, coll. « Tracts », n°34, 2022.
15. Pascal Brioiist, *Le Grand Détournement. Comment Zemmour falsifie l'histoire*, Neuilly-sur-Seine, Atlande, 2022.
16. « Le Grand face-à-face » de France Inter sur « Les usages politiques de l'histoire », émission du 13 novembre 2021.
17. Mathilde Goupil, *Présidentielle 2022 : de Jeanne d'Arc à de Gaulle, le « roman national » fait son retour en force dans la*

- campagne*, article France TV info, 2 décembre 2021.
18. Entretien filmé de Jean-Luc Mélenchon avec Hérodote, *Jean-Luc Mélenchon conteur d'Histoire, Philippe le Bel, Louis XI et Robespierre*, 2016.
  19. Chloé Leprince, « Catéchisme ou mémoire vive : faut-il se méfier de l'histoire en politique ? », France Culture, 24 septembre 2021.
  20. Ibid.
  21. Réponse de l'équipe de Jean-Luc Mélenchon aux sollicitations de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, « Les réponses des candidat.e.s aux 10 questions de la FME ».
  22. Pierre Lepelletier, « Face à la guerre en Ukraine, Jean-Luc Mélenchon veut endosser le costume de Jaurès », *Le Figaro*, 7 mars 2022.
  23. Cité dans Pierre Lepelletier, « Face à la guerre en Ukraine, Jean-Luc Mélenchon veut endosser le costume de Jaurès », *Le Figaro*, 7 mars 2022.
  24. Émission Sud Radio du 7 mars 2022, interview par Patrick Roger dans « Le petit déjeuner politique ».
  25. À titre d'exemple, Anne Hidalgo convoque Jean Jaurès à ses meetings de Bordeaux et Toulouse, ville rose dans laquelle le candidat des jours heureux s'est lui aussi évertué à rendre hommage au député du Tarn.
  26. Au sujet des retraites, il affirme le 11 avril qu'il part « du réel pour aller vers l'idéal », tronquant au passage la véritable citation de Jaurès ; puis, dans son principal meeting d'entre-deux-tours à Marseille le 16 avril, il cite le tribun socialiste : « C'est en allant à la mer que le fleuve reste fidèle à sa source », afin de draguer l'électorat de gauche.
  27. Sylvain Fort, « Présidentielle : à chaque candidat sa vision de l'histoire », *L'Express*, 6 décembre 2021.
  28. Cité dans la première phrase de Charles de Gaulle, *Mémoires*, Paris, La Pléiade, 2000.
  29. Octave Larmagnac-Matheron, « "Le tragique de l'histoire" : pourquoi Macron reprend cette expression », *Philosophie Magazine*, 3 février 2022.
  30. « Adresse aux Français », 24 février 2022.
  31. Allocution du président de la République sur la guerre en Ukraine, 2 mars 2022.
  32. Ibid.